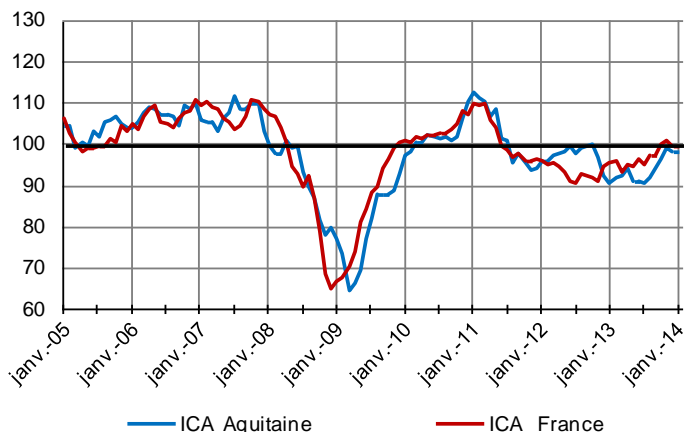


## Contexte conjoncturel national

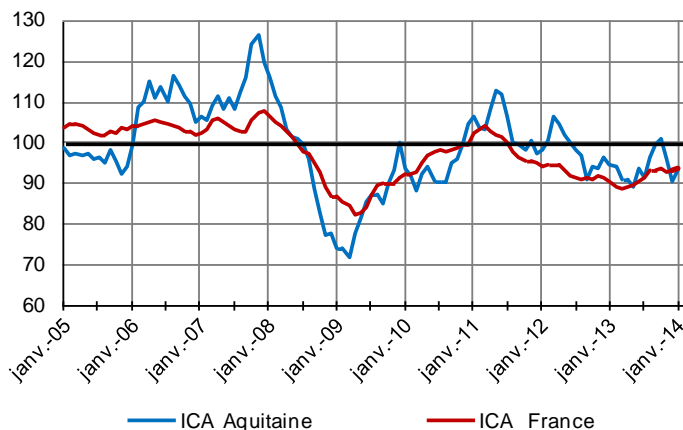
### Indicateur du Climat des Affaires

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période

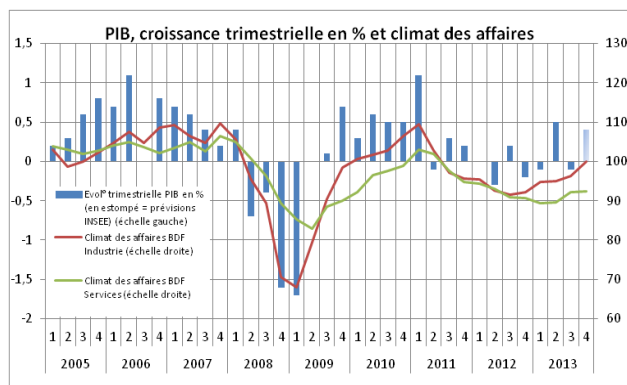
#### Industrie



#### Services marchands



## Contexte national



Source INSEE

Suite au ralentissement de 2012, le climat des affaires s'est redressé dès avril 2013 dans l'industrie alors que dans les services il ne s'est légèrement amélioré qu'à partir du second semestre. En global, il n'a toutefois pas retrouvé à fin 2013 son niveau moyen de longue période. La situation conjoncturelle reflète la sortie de la récession en France comme en Zone Euro avec toutefois une visibilité encore faible.

En 2013, le PIB progresserait très légèrement (+0,2 %), après une croissance nulle en 2012. Les rebonds des deuxième et quatrième trimestres ont fait contrecoup au recul des deux autres trimestres ; ces à-coups se sont accompagnés d'une stagnation de la demande de crédit de la part des entreprises et d'une légère progression de celle des particuliers, en l'absence d'un durcissement des

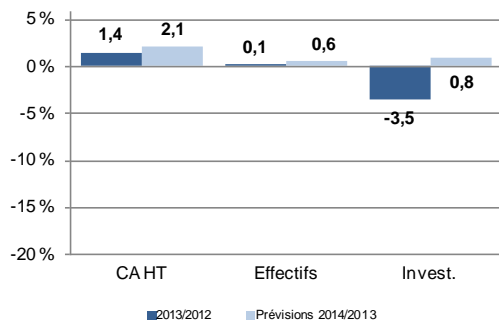
conditions d'octroi. La contribution de la demande intérieure hors stocks à la croissance du PIB atteindrait 0,2 point en 2013 après -0,1 en 2012. Les dépenses de consommation des ménages se sont raffermies (+0,4 point), rattrapant le recul de 2012 (-0,4 point), du fait de la légère progression du pouvoir d'achat disponible brut de 0,5 point (après -0,9 en 2012), liée au ralentissement de la hausse des prix. L'investissement des entreprises a reculé de 1,8 point en 2013, après -1,9 % en 2012. Les investissements des ménages se sont dégradés (-3,7 %) après une année 2012 déjà en baisse (-0,4 %). La variation des stocks a eu une contribution positive de 0,2 point à la croissance du PIB en 2013, compensant la contribution négative des échanges extérieurs (-0,2 point) après une contribution d'un point en 2012.

Sur les 11 premiers mois de 2013, le solde des échanges extérieurs de marchandises s'est replié en raison du recul des exportations et d'une augmentation de la facture énergétique.

La baisse de l'emploi s'est atténuée par rapport à 2012, avec un recours accru à l'intérim ; le taux de chômage s'est inscrit à 10,9 % en fin d'année 2013.

Les prix à la consommation ont progressé de +0,9 % en glissement annuel en décembre 2013 (indice des prix harmonisés) après +2,0 % en décembre 2012 : la décélération des prix tient au repli observé dans les produits manufacturés et au ralentissement dans l'énergie et, dans une moindre mesure, dans les produits alimentaires.

### Industrie (Variation pondérée par les effectifs ACOSS)



### Consolidation progressive de l'activité industrielle ; disparités et déceptions dans l'effort d'investissement

Après une année 2012 caractérisée par une décélération des productions vendues, la consolidation de l'activité industrielle est à l'œuvre en 2013, portée sur le second semestre par la meilleure tenue des prises d'ordres.

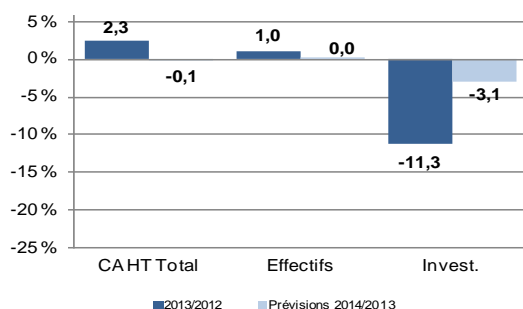
Aussi, le chiffre d'affaires 2013 renoue-t-il timidement avec la croissance (+1,4%), soutenu notamment par le rythme des livraisons dans l'aéronautique. Cette évolution est à nuancer compte tenu de l'accroissement des défaillances au cours du dernier exercice.

Dans ce contexte, l'emploi observé évolue peu, le maintien du personnel permanent est privilégié et pratiquement tous les secteurs s'inscrivent dans un mouvement moins ample de renouvellement des contrats de courte durée.

Les investissements reculent dans l'ensemble. Trop peu d'entreprises participent à la dynamique productive comme à la recherche de marchés internationaux. Les inégalités restent très marquées.

Pour 2014, les industriels anticipent une progression de l'activité soutenue par la demande étrangère. Mais, dans un environnement pénalisé par des capacités de production insuffisamment sollicitées, l'investissement pourrait stagner chez les PME, avec des disparités toujours importantes selon les branches et les tailles.

### Services marchands (Variation pondérée par les effectifs ACOSS)



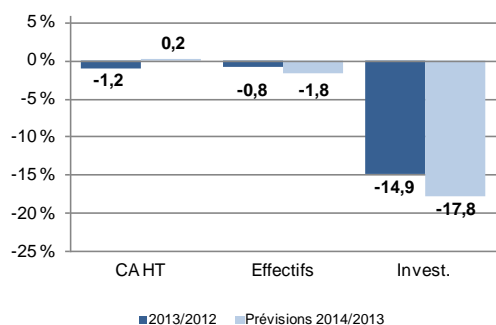
### Évolution plus favorable des marchés des services

La croissance du chiffre d'affaires global des services marchands s'est confirmée en 2013. La plupart des secteurs interrogés enregistrent cette tendance modérément positive. Dans ce contexte, les effectifs ont pu être légèrement confortés, avec un recours accru à l'emploi temporaire.

Les investissements, qui s'étaient intensifiés en 2012 enregistrent cependant un repli en 2013, traduisant l'attentisme général et persistant des entrepreneurs.

Cet environnement impacte les perspectives pour 2014 qui tendent vers l'immobilisme.

### Construction (Variation pondérée par les effectifs ACOSS)



### Activité du BTP stabilisée mais marges de nouveau érodées

#### L'activité globale connaît une quasi-stabilisation en 2013.

Le second œuvre, pour sa part, a connu un recul plus prononcé et continuerait à se contracter faiblement en 2014. Le gros œuvre, dont le volume d'affaires de 2013 a été pratiquement identique à celui de 2012, anticipe une reprise notable en 2014 (+ 4 %), alors que le secteur des travaux publics, plus actif en 2013, s'attend à une légère diminution de son activité.

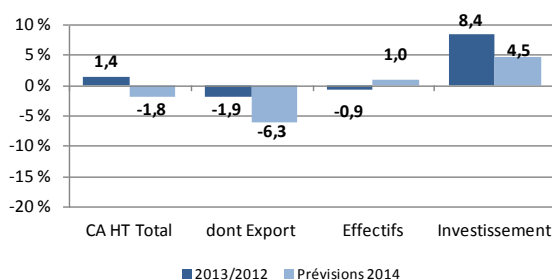
Le maintien des effectifs devrait perdurer, l'emploi temporaire constituant la variable d'ajustement.

Il faut tempérer la chute de l'investissement car son poids – moins de 2 % hors location- reste modeste en regard des chiffres d'affaires.

Dans un contexte de concurrence portée à son paroxysme, la chute récurrente des prix s'accompagne d'une érosion toujours plus marquée des marges.

### Commerce de Gros

(Variation pondérée par les effectifs ACOSS)



### Fléchissement du négoce de gros attendu en 2014, amplifié par un effet prix.

Le chiffre d'affaires des entreprises de commerce de gros poursuit sa croissance sur 2013 avec toutefois des situations contrastées selon les secteurs.

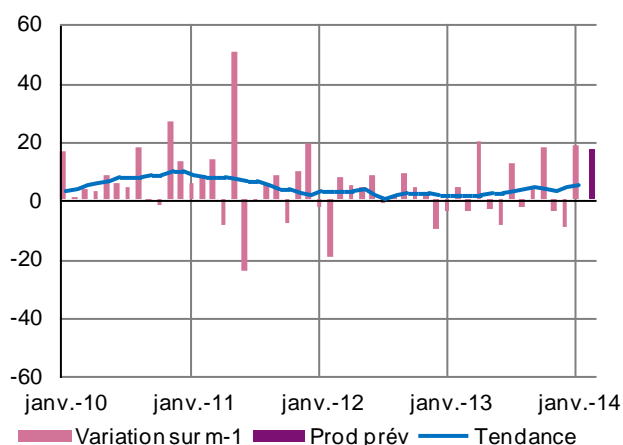
Largement dépendant des conditions climatiques, le commerce de gros de céréales subit les évolutions les plus marquées, les cours étant soumis à de fortes variations. Dans le secteur viticole, le marché intérieur s'est maintenu à un bon niveau, mais les négociants doivent faire face à un repli des marchés asiatiques expliquant en partie le moindre dynamisme à l'export.

Une contraction de l'activité globale est attendue sur 2014 ; le commerce de produits agricoles pourrait notamment subir une diminution de ses volumes, amplifiée par la baisse attendue des prix de vente. L'emploi permanent devrait être maintenu.

**Rappel du contexte conjoncturel régional 2012 et 2013**

**Production passée et prévisions**

(soldes d'opinion CVS)



Après le rebond de 2010, la conjoncture s'est essouffée au second semestre 2011. La décélération de 2012 a atteint la plupart des secteurs industriels, sur le marché national comme à l'exportation. Aussi, la valeur ajoutée plafonne en Aquitaine et, après prise en compte des charges de personnel, la rentabilité courante se contracte à nouveau. Elle demeure en dessous de son niveau d'avant crise. Pour autant, les entreprises parviennent à préserver, dans la majorité, leur structure et leur équilibre financier.

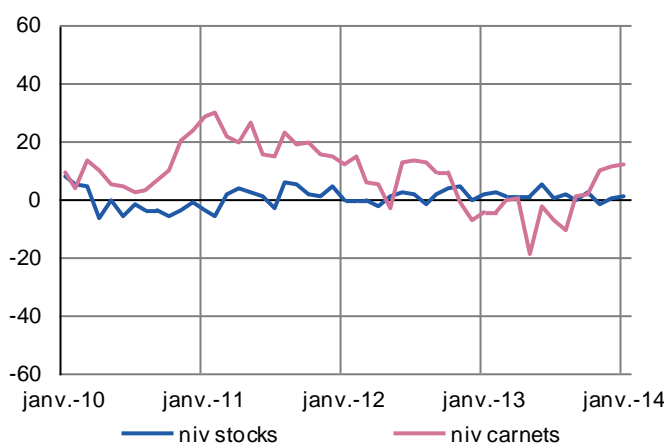
Depuis 2013, la consolidation de l'activité industrielle est à l'œuvre. La reprise s'installe à pas comptés dans un mouvement, sans effervescence, mais cependant prometteur. L'espoir est porté par la bonne tenue des prises d'ordres, régulièrement reconduites, notamment à l'international.

L'orientation des prévisions formulées par les industriels début février 2014 confirme la poursuite de cette dynamique graduelle.

Même, si elles ne s'accroissent pas significativement d'un exercice à l'autre, les disparités entre les entreprises demeurent importantes, surtout dans l'effort d'investissement, d'innovation comme d'internationalisation des marchés. Le tout confirme le gradualisme de la reprise et la nécessité de faire converger tous les efforts dans ce sens.

**Situation des carnets et des stocks de produits finis**

(soldes d'opinion CVS)



Tout au long du second semestre 2012 la demande a progressivement perdu de sa vigueur. En fin d'année, les carnets de commandes étaient en recul, les prises d'ordre ne se raffermissant qu'à compter de la rentrée 2013, avec un marché international plus porteur.

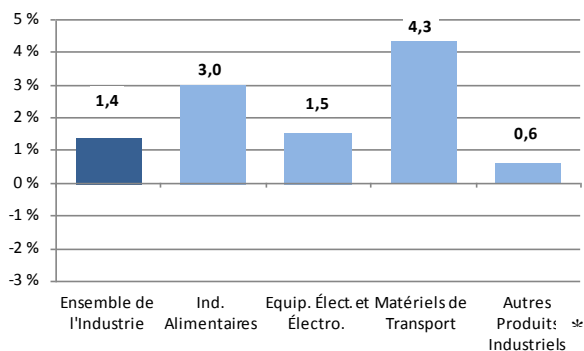
A un an d'intervalle, fin janvier 2014, la situation s'est inversée et se révèle plus dynamique. Les commandes en cours se stabilisent au dessus de leur niveau d'équilibre et les prévisions sont encourageantes.

Les stocks s'ajustent au fil des mois et conservent leur adéquation avec l'activité.

## Le chiffre d'affaires : Bilan 2013

### Évolution du chiffre d'affaires total 2013/2012

(Variation pondérée par les effectifs ACOSS)



En 2013, le chiffre d'affaires global de l'industrie régionale renoue graduellement avec la croissance.

Dans l'agro alimentaire le chiffre d'affaires a évolué positivement tout au long de l'année. La production de boissons signe notamment une année plus favorable que l'an passé.

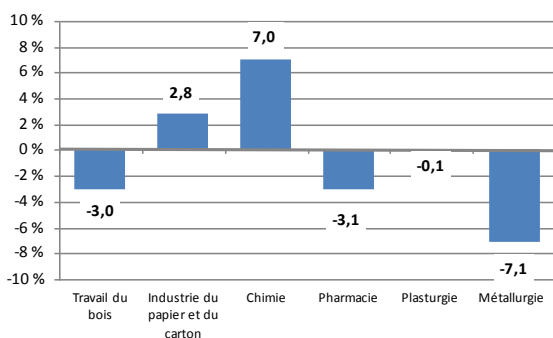
Les facturations dans les matériels de transports enregistrent la plus forte hausse à 4,3% sur l'année. Les marchés de l'aéronautique soutiennent la tendance. Des signaux d'alerte apparaissent cependant en fin d'année ; la bonne tenue des salons dans l'aviation commerciale contraste avec les revers ou reports de l'aérospatiale-défense. Le marché se stabilise dans l'automobile.

L'évolution a été plus chaotique pour les équipements électriques et électroniques, qui terminent l'année en hausse de 1,5% malgré la baisse des deux derniers mois.

Les autres produits industriels\*, recouvrant plus de la moitié des effectifs de l'industrie en Aquitaine, enregistrent la plus faible progression avec une évolution très inégale des branches (Cf. infra).

### Évolution du chiffre d'affaires 2013/2012 dans les principales branches des Autres Produits Industriels

(Variation pondérée par les effectifs ACOSS)



#### (\* Focus sur la fabrication des autres produits industriels :

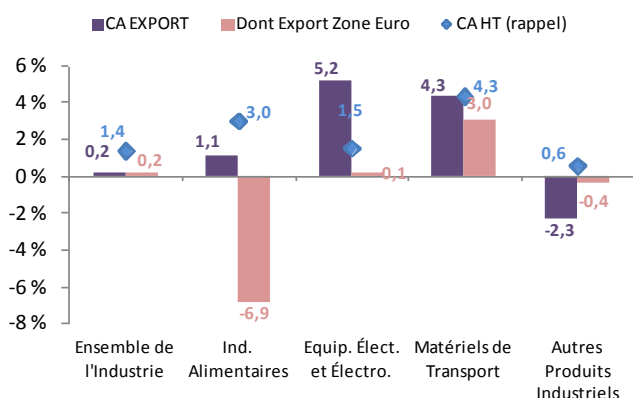
La tendance globale du chiffre d'affaires des autres produits industriels est portée par la chimie (essentiellement au second semestre) et dans une moindre mesure par le segment du papier carton.

Les autres branches affichent une contraction de leurs facturations. L'activité dans la métallurgie et la fabrication de produits métalliques accuse une perte de vitesse en dépit de débouchés de l'aéronautique régionale. Dans le travail du bois, les marchés restent étroits et ceux de la construction-bois apparaissent un peu décevants. En revanche, la contraction du courant d'affaires dans la pharmacie, largement imputable à des renouvellements de produits, masque le dynamisme retrouvé du secteur, notamment à l'export, vers les pays émergents.

La fabrication de produits en caoutchouc et plastiques varie peu, au gré de la demande automobile.

### Évolution du chiffre d'affaires Export 2013/2012

(Variation pondérée par les effectifs ACOSS)



En Aquitaine, les exportations industrielles ont marqué le pas en 2013, avec là aussi de fortes disparités.

Le commerce extérieur des matériels de transport résiste bien, partagé entre le repli du marché automobile et l'élan apporté par l'aéronautique. Les équipements électriques et électroniques enregistrent la plus forte variation hors zone euro.

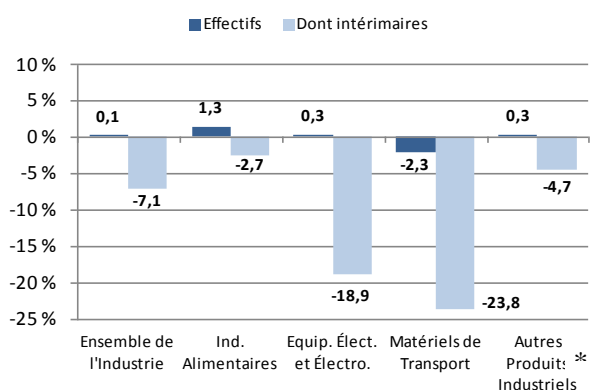
En revanche, dans les autres produits industriels, la métallurgie souffre d'un repli des marchés.

NB : les exportations restent concentrées sur un nombre limité d'acteurs significatifs employant généralement plus de 250 salariés.

Les effectifs : Bilan 2013

Évolution des effectifs industriels (permanents et intérimaires) en 2013 par rapport à 2012

(Variation pondérée par les effectifs ACOSS)



L'emploi industriel observé évolue peu en 2013, en dépit de signaux plus favorables au second semestre.

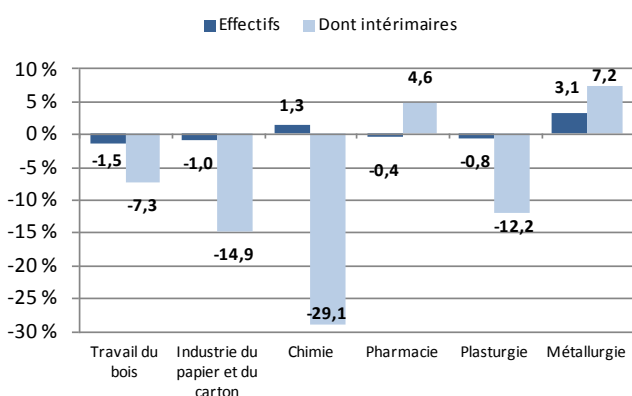
Le maintien des effectifs s'est accompagné d'un fléchissement du recours à l'intérim au profit, en contrepartie, d'une légère hausse des emplois de longue durée. Cette particularité déjà observée en 2012 est à nuancer toutefois, car notre échantillon est composé d'entreprises non défaillantes.

Le travail temporaire se contracte plus largement en 2013 dans les branches de la fabrication d'équipements électriques et électroniques et le matériel de transport ; après avoir été créateur d'emplois l'an passé, ces dernières branches apparaissent plus réservées en fin d'année.

Les embauches de personnels permanents sont plus fréquentes dans l'industrie agro-alimentaire, la fabrication de machines et la construction aéronautique.

Évolution des effectifs (permanents et intérimaires) dans les autres produits industriels en 2013 par rapport à 2012

(Variation pondérée par les effectifs ACOSS)



(\*) Focus sur la fabrication des autres produits industriels :

Peu de sous-secteurs échappent à la tendance à ne pas renouveler ses contrats à durée déterminée.

La filière bois papier-carton dans son ensemble réduit un volant d'intérim structurellement élevé. Les emplois stables sont plus épargnés dans l'industrie du papier carton.

La chimie poursuit sa politique de maintien du personnel permanent et réduit de près d'un tiers son volant de missionnés.

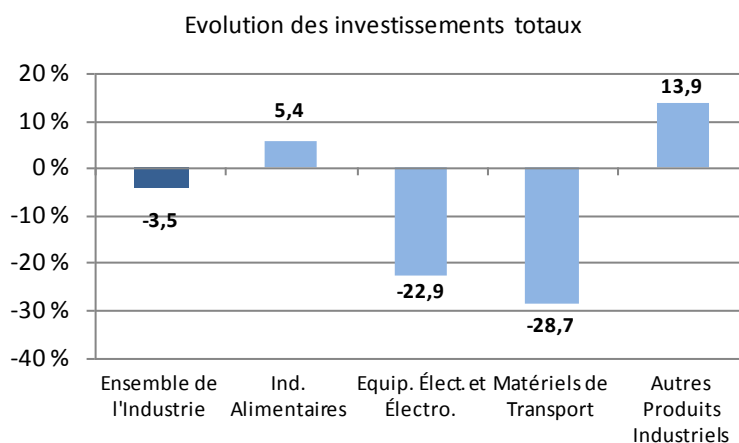
Dans ce contexte, la pharmacie et la métallurgie, pour sa branche fabrication d'éléments en métal pour la construction, se singularisent, alliant maintien des effectifs et recours accru à l'intérim.

**Les investissements : Bilan 2013**

Évolution des investissements en 2013 par rapport à 2012 :

**Déception par rapport aux prévisions de début 2013.**

(Variation pondérée par les effectifs ACOSS)

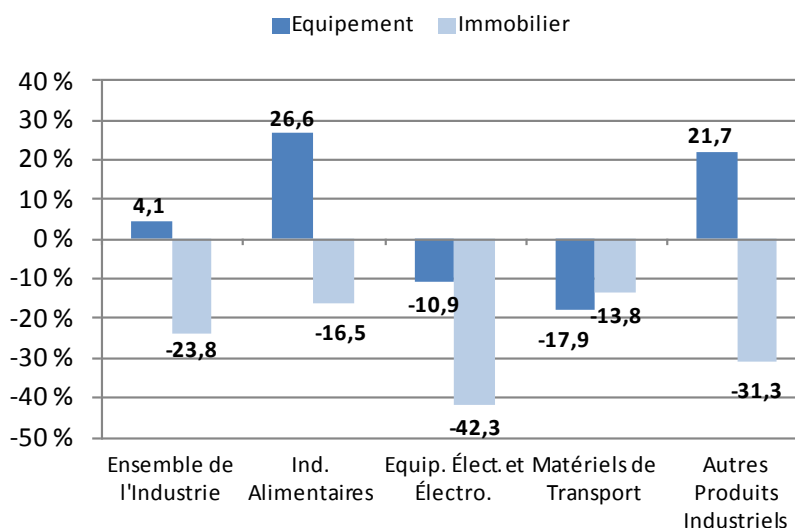


**Les dépenses d'investissement sont en recul en 2013 (-3,5 %)** dans un environnement pénalisé par des capacités de production, dans l'ensemble insuffisamment sollicitées. Les efforts se concentrent sur une minorité d'entreprises avec des disparités par taille et par activité notables. Cette évolution pourrait apparaître globalement préoccupante pour la compétitivité régionale.

Certes, la filière bois, dont la situation observée dans nos enquêtes mensuelles de conjoncture est fragilisée, réduit drastiquement ses dépenses d'équipement. La fabrication de matériels de transport enregistre une pause après les efforts réalisés au cours des années précédentes pour répondre aux sollicitations de ses donneurs d'ordres : la rénovation des installations techniques comme immobilières est plus limitée en 2013. La tendance est confirmée quelle que soit la branche : automobile, naval, aéronautique, bennes-remorques.

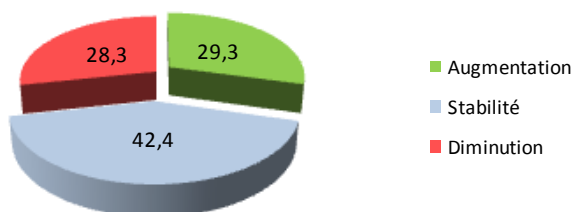
A l'inverse, la fabrication des autres produits industriels, comme annoncé l'an passé, se montre plus dynamique. La chimie et la fabrication de fibres carbone alimentent la tendance avec un développement des équipements dans la perspective de conquêtes de marchés. Les flux d'investissement progressent également dans les industries agro alimentaires et poursuivent un objectif de modernisation de l'outil de production.

Enfin, l'examen des investissements par taille d'entreprises révèle davantage de dynamisme pour les entreprises de taille moyenne (effectif entre 200 et 499 salariés) ; leur stratégie est moins perméable aux à-coups du climat des affaires et ce sens de l'anticipation leur a jusqu'ici plutôt réussi. L'analyse suivant la nature des investissements apporte aussi quelque apaisement, car les dépenses d'équipement productif ressortent globalement en hausse.



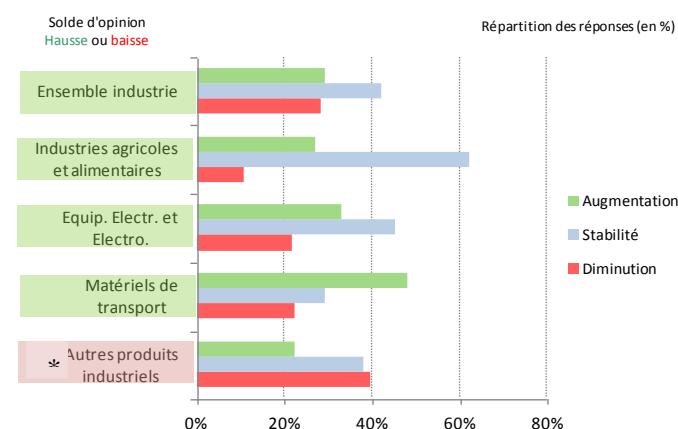
La rentabilité d'exploitation : Bilan 2013

Rentabilité 2013



Tendance de l'évolution de la rentabilité d'exploitation 2013/2012 par secteurs

(Répartition des réponses des chefs d'entreprises et solde d'opinions)



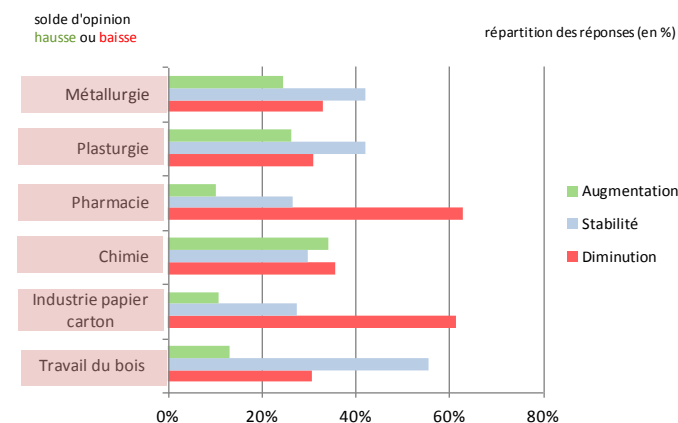
Le retour à une croissance, même modérée, du chiffre d'affaires s'accompagne du maintien de la rentabilité d'exploitation pour 42 % des entreprises ou établissements interrogés. Le solde d'opinions est proche de l'équilibre, traduisant une nouvelle fois la disparité entre les différents acteurs industriels, leurs secteurs d'activité ou leur taille.

La profitabilité progresse dans les matériels de transport, et plus particulièrement dans la construction aéronautique, mais aussi dans les équipements électriques et électroniques et les industries agricoles et alimentaires.

A l'inverse, les marges se réduisent dans les autres produits industriels ; près de 40 % des affaires composant notre panel indiquent une perte de rentabilité en 2013 (Cf. infra).

Tendance de l'évolution de la rentabilité d'exploitation 2013/2012 des autres produits industriels

(Répartition des réponses des chefs d'entreprises et solde d'opinions)



(\* Focus : autres produits industriels

La quasi-totalité des segments, mise à part la chimie, composant le secteur des autres produits industriels évoque, en effet, une diminution de sa rentabilité en 2013.

L'industrie pharmaceutique et celle du papier et du carton enregistrent les soldes d'opinions les moins favorables. L'augmentation des charges fixes et la difficulté pour répercuter les hausses de matières premières sur les prix des produits finis expliquent cette tendance.

En revanche, plus de la moitié des professionnels du travail du bois font état d'un maintien de leurs marges entre 2012 et 2013.

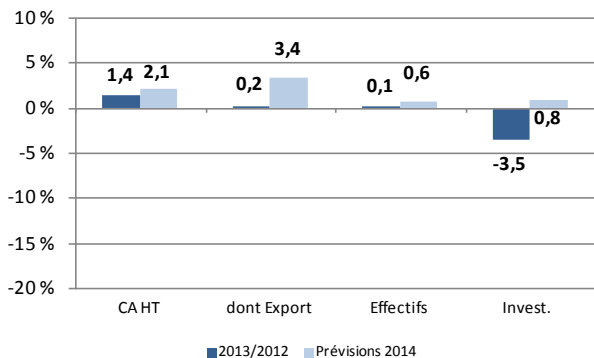


**Tableaux synthétiques sectoriels : 2013 et perspectives 2014 :**

**Consolidation à l'œuvre**

**Évolution attendue du chiffre d'affaires, des effectifs totaux et des investissements en 2013 et perspectives 2014**

(Variation pondérée par les effectifs ACOSS)



**Pour 2014, encouragés par l'accélération des commandes intérieures, et plus encore étrangères, les industriels régionaux anticipent une progression de l'activité de 2,1 %.**

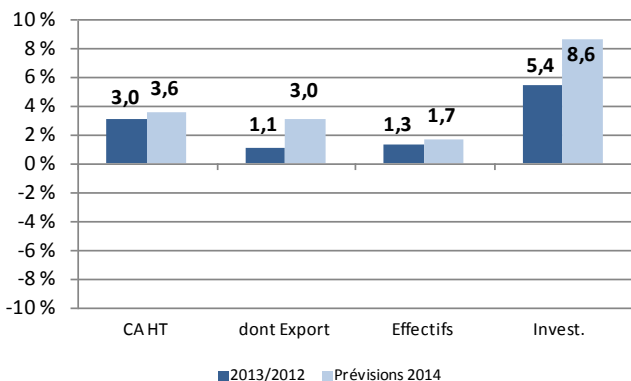
Ainsi, le niveau d'emploi devrait être globalement préservé dans les entreprises de notre échantillon, comme il l'a été en 2013.

Après le retrait de 2013, les prévisions d'investissement sont juste positives sur l'ensemble de l'industrie, en lien avec la sous-utilisation récurrente et générale des capacités de production. Toutefois, la tranche des PME (effectifs < 200 salariés) anticipe une progression de ses investissements qui sera la bienvenue... si elle se concrétise.

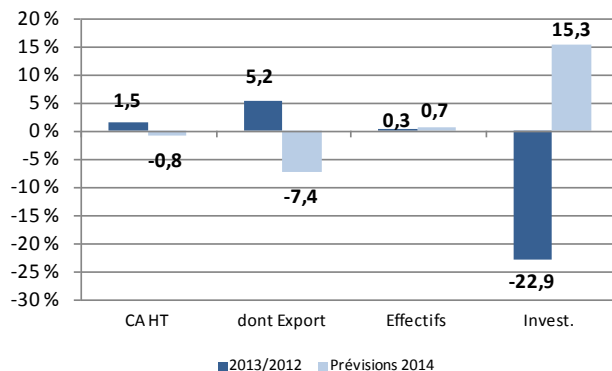
**Tableaux synthétiques sectoriels 2013 et perspectives 2014**

(Variation pondérée par les effectifs ACOSS)

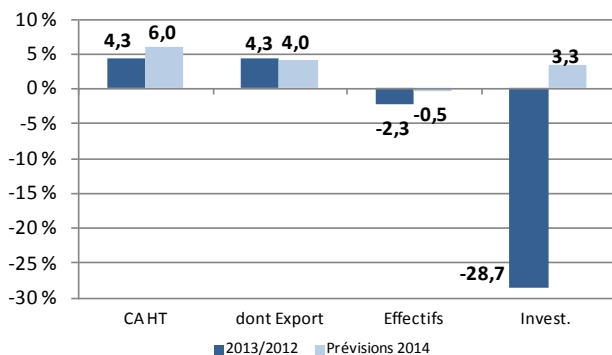
**Fabrication de denrées alimentaires et de boissons**



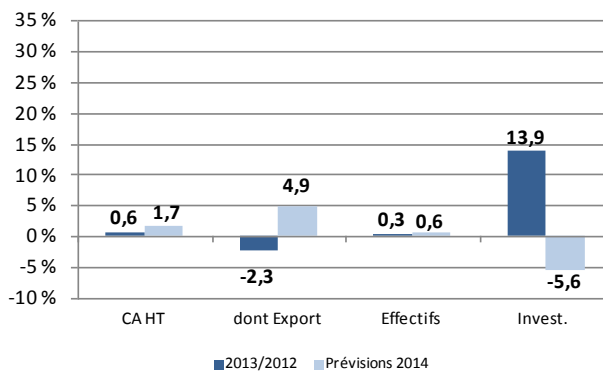
**Équipements électriques, électroniques, informatiques et autres machines**



**Matériels de transport**



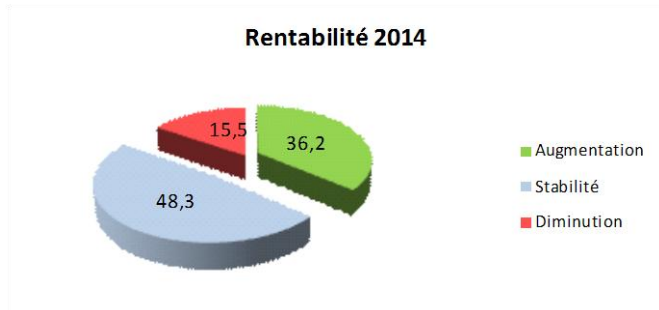
**Autres produits industriels**





### Rentabilité attendue en 2014 dans l'ensemble de l'industrie :

(Répartition des réponses des chefs d'entreprises)

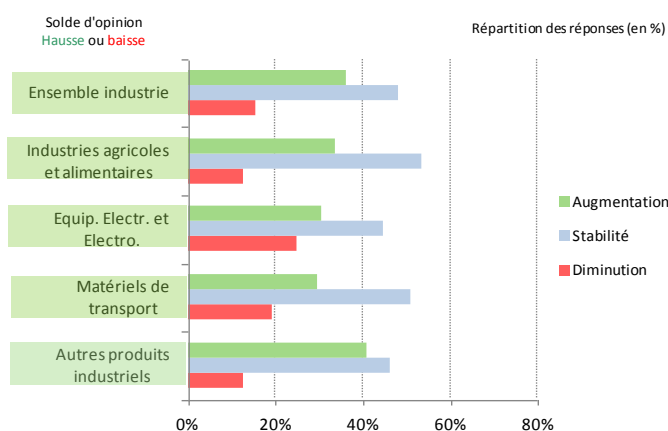


Plus d'un industriel sur trois (36 %) anticipe un retour à une meilleure rentabilité en 2014. Près de la moitié des entreprises ou établissements interrogés escompte le maintien à minima de leurs marges. De ce fait, **tous les indicateurs statistiques ci-dessous passent « au vert ».**

Seuls les industriels du travail du bois émettent des craintes quant à l'évolution de leur rentabilité : 40 % d'entre eux anticipent une stabilité et 36 % s'attendent à une nouvelle érosion en 2014.

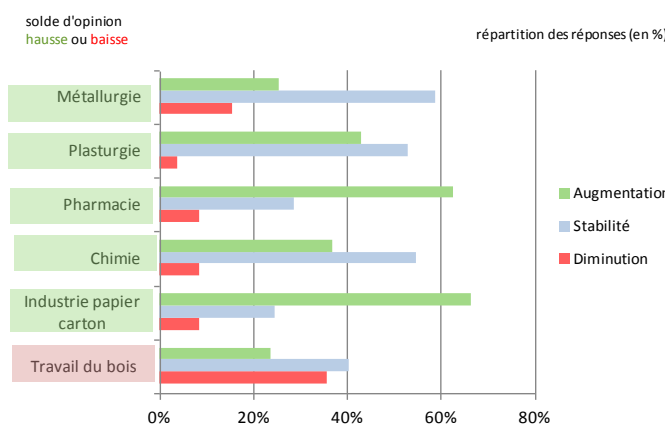
### Rentabilité attendue dans les différents secteurs en 2014

(Répartition des réponses des chefs d'entreprise et solde d'opinions)



### Rentabilité attendue dans les autres produits industriels en 2014

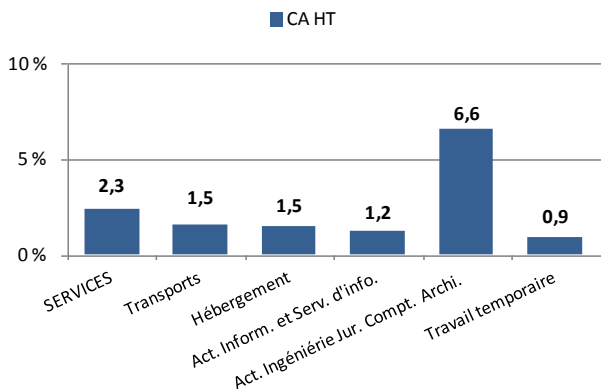
(répartition des réponses des chefs d'entreprise et solde d'opinions)



**Bilan 2013**

**Évolution du chiffre d'affaires en 2013**

(Variation pondérée par les effectifs ACOSS)



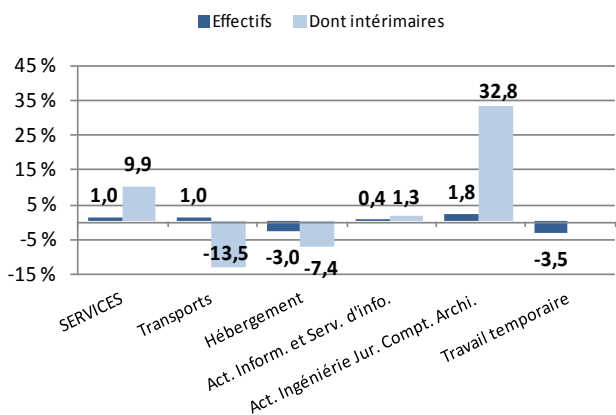
**Après une année 2012 sans relief, le chiffre d'affaires a progressé dans l'ensemble des Services marchands.**

Les exportations participent à cette croissance de façon inégale. L'affrètement porte la tendance globale des transports et les projets informatiques poursuivent leur développement vers de nouveaux territoires.

Les activités liées au travail intérimaire redémarrent lentement après une année 2012 difficile, la demande des entreprises de services contrebalançant le fléchissement de l'industrie et du BTP.

**Évolution des effectifs en 2013**

(Variation pondérée par les effectifs Pôle Emploi)



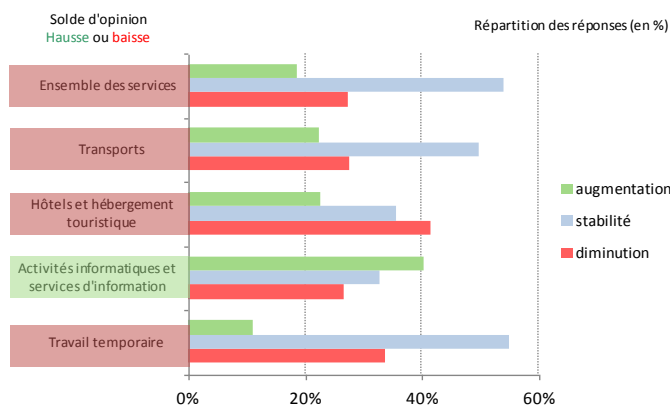
**L'emploi global est en légère évolution positive** freinée par le repli des secteurs de l'hébergement (-3,0%).

Bien que l'emploi intérimaire (missionnés) s'inscrive en progression, les entreprises de travail temporaire ont contracté leurs effectifs permanents (-3,5%).

Dans les transports routiers de marchandises, les emplois stables ont été préservés au détriment des emplois à durée déterminée et dans les activités informatiques et systèmes d'information la stabilité est de rigueur.

**Évolution de la rentabilité en 2013**

(Répartition des réponses des chefs d'entreprise et solde d'opinions)



Pour l'ensemble des services marchands interrogés **le solde d'opinions exprime une altération de la rentabilité en 2013.**

Seules les activités informatiques et systèmes d'information reconnaissent majoritairement une amélioration de leurs résultats.

La diminution des marges prévaut dans l'hébergement touristique, pourtant le rétablissement gagne du terrain sur 2012.

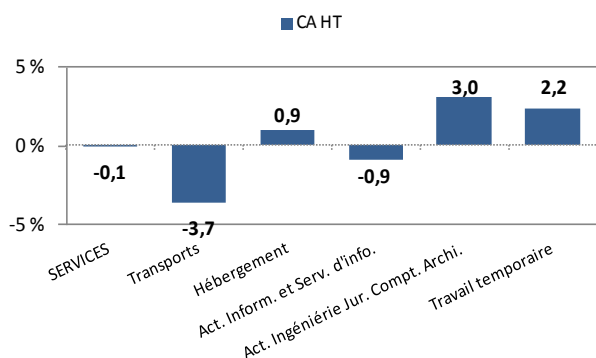
Grâce aux investissements et au tassement des prix des carburants, l'appréciation des résultats dans le secteur des transports s'est stabilisée mais dégage toujours un solde négatif.

L'augmentation de l'activité dans les entreprises de travail temporaire s'accompagne majoritairement (55%) d'une stabilité de la rentabilité sur 2013 ; pourtant le solde d'opinions reste défavorable.

## Perspectives 2014

### Évolution du chiffre d'affaires en 2014

(Variation pondérée par les effectifs ACOSS)



Les prévisions pour 2014 tablent au mieux sur une stabilité des facturations avec une dégradation des débouchés à l'export.

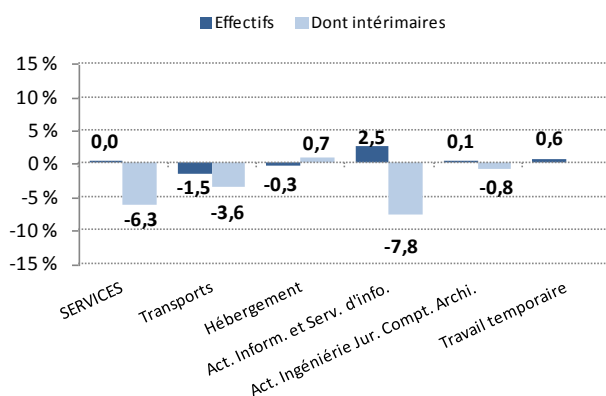
Seuls les segments du travail temporaire et de l'ingénierie affichent des perspectives favorables ; l'hébergement touristique anticipe prudemment le maintien de son volume d'activité.

Les transports semblent mal résister aux pressions de la concurrence, notamment sur le marché intérieur.

Après une année en forte expansion extérieure, les activités informatiques prévoient une nette diminution de l'export pesant sur le volume global des affaires.

### Évolution des effectifs en 2014

(Variation pondérée par les effectifs ACOSS)



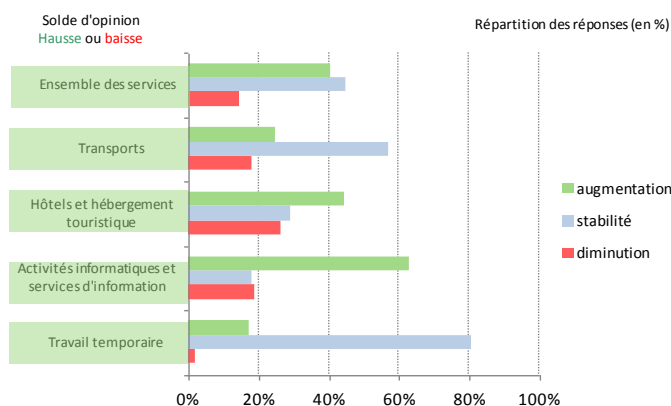
Dans ce contexte, le niveau de l'emploi permanent pourrait être globalement maintenu voire conforté avec, en corollaire, un moindre recours aux emplois temporaires.

La souplesse de l'emploi intérimaire apparaît comme le levier privilégié activé pour le maintien des marges dans les services.

A l'inverse les activités informatiques privilégient la technicité de leurs effectifs permanents.

### Évolution de la rentabilité en 2014

(Répartition des réponses des chefs d'entreprise et solde d'opinions)



Malgré le manque de visibilité, le solde d'opinions exprime une inversion de la tendance pour 2014 avec une hausse de la rentabilité pour près de 40 % des informateurs.

Les activités informatiques et systèmes d'information anticipent majoritairement de meilleurs résultats (65%) pour 2014, et l'hébergement touristique va dans le même sens avec 45% d'expressions à la hausse de la profitabilité.

Grâce aux investissements effectués et au tassement des prix des carburants, l'appréciation des résultats dans le secteur des transports est plutôt favorable, avec une large part de stabilité.

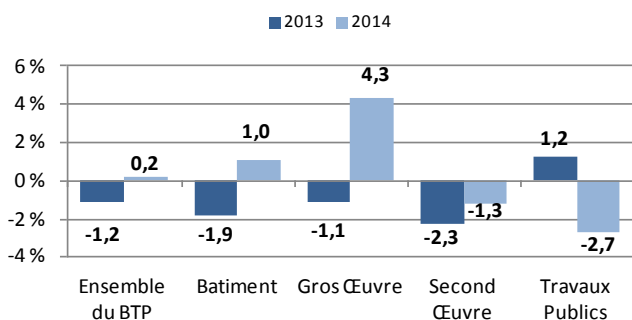
L'augmentation prévue de l'activité dans les entreprises de travail temporaire devrait permettre de maintenir les marges.

### Évolution du chiffre d'affaires en 2013 et perspectives 2014

(Variation pondérée par les effectifs ACOSS)

Après un premier semestre atone, qui recouvre toutefois des situations disparates selon les corps de métier, l'activité du secteur du BTP a connu une éclaircie à partir de la rentrée 2013.

**Globalement, le chiffre d'affaires atteint pratiquement le niveau de 2012, avec une contraction (en euros courants) limitée à 1,2 % accompagnée d'une consommation des carnets.**



Le second œuvre marque davantage le pas avec une baisse de 2,3 % en un an, sous l'effet conjugué d'un aminuement de la demande publique et du report des décisions des particuliers encore hésitants, en dépit de taux immobiliers attractifs. En revanche, soutenu par l'existence de grands chantiers sur le territoire, le secteur des travaux publics voit son activité légèrement progresser en 2013.

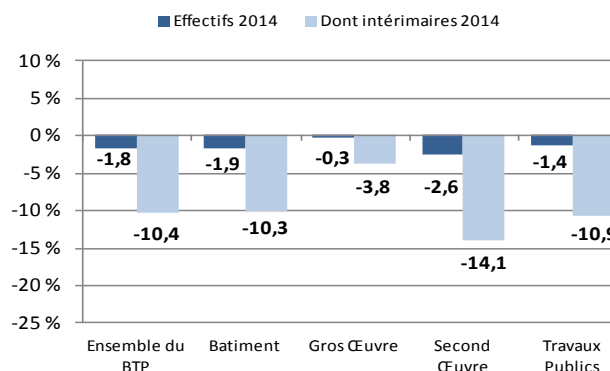
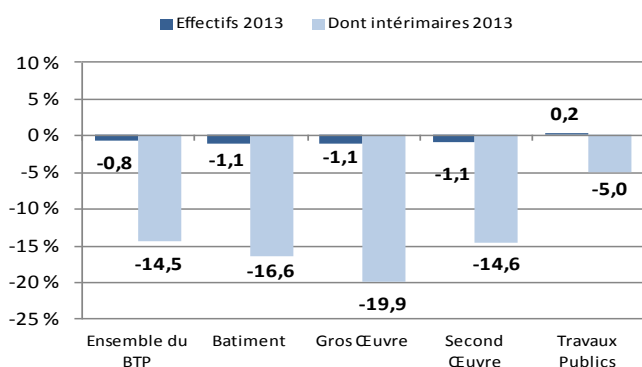
Pour 2014, le nouveau dispositif Duflo étant devenu désormais opérationnel et l'attractivité du territoire induisant des besoins forts en habitations, devraient doper l'activité du gros œuvre. D'après les statistiques Sit@del, le nombre de logements commencés en Aquitaine en 2013 progresse de 32 % par rapport à 2012, alors qu'il se réduit de 5 % en France. Les prévisions pour 2014 du coup s'avèrent plus optimistes, anticipant une progression de plus de 4 %.

Dans un contexte de concurrence exacerbée y compris des pays limitrophes, la rudesse des négociations tarifaires provoque une baisse récurrente des prix et une érosion des marges.

L'investissement chute en 2013 et sa reprise ne sera pas à l'ordre du jour en 2014.

### Évolution des effectifs en 2013 et perspectives 2014

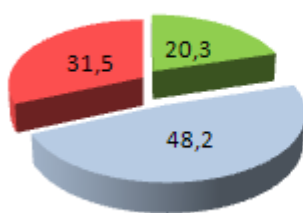
(Variation pondérée par les effectifs ACOSS)



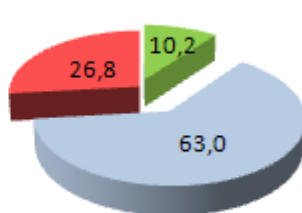
**L'emploi permanent a pu être maintenu** en 2013. Selon la FFB : « échaudées par les difficultés que les entreprises ont rencontrées au sortir de la crise des années 90, elles ont préféré sacrifier leurs marges, déjà faibles, pour conserver au maximum leur personnel qualifié ». En revanche, et afin de limiter l'augmentation de leurs charges, le recours à l'intérim a été fortement réduit et limité à des appoints en période de surchauffe.

La visibilité reste faible ; aussi l'emploi temporaire demeure-t-il la variable d'ajustement pour 2014. Le second œuvre aura quelque peine à conserver l'intégralité de ses effectifs permanents, tandis que le gros œuvre affiche une tonalité moins pessimiste qu'en 2013.

### Rentabilité 2013



### Rentabilité 2014



■ Augmentation ■ Stabilité ■ Diminution

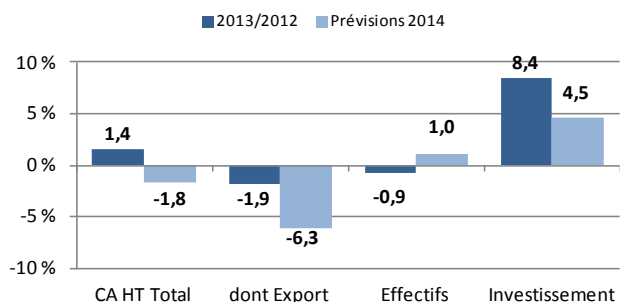
**La contraction des marges** est largement évoquée du fait d'une concurrence de plus en plus difficile induisant une baisse significative des prix alors que les charges fixes ne se réduisent pas.

De ce fait, le solde d'opinions qui résulte des réponses aux questions sur l'évolution de la rentabilité est négatif en 2013 et devrait s'amplifier en 2014.

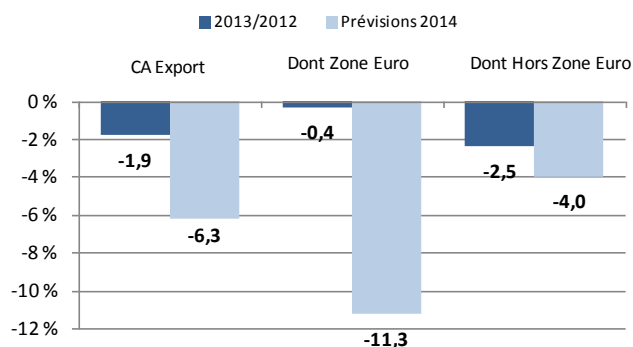
Une part importante (63 %) des entreprises interrogées espère, toutefois, une stabilisation des marges en 2014.

### Évolution en 2013 et perspectives 2014

(Variation pondérée par les effectifs Pôle Emploi)

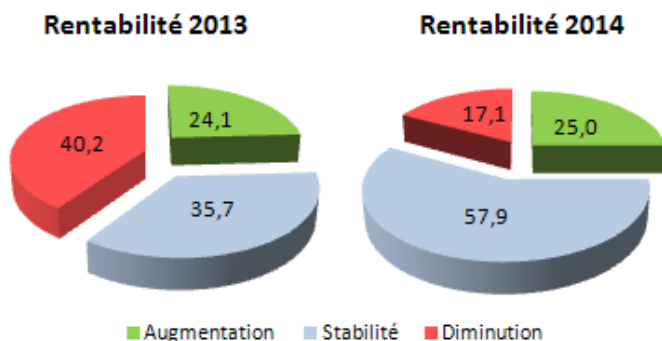


### Focus Exportation, évolution 2013 et perspectives 2014



### Évolution de la rentabilité en 2013 et perspectives 2014

(Répartition des réponses des chefs d'entreprise et solde d'opinions)



La progression de l'activité amorcée en 2012 dans le commerce de gros, se poursuit apparemment sur 2013 (+1.4%) avec toutefois **des situations contrastées selon les secteurs** et un moindre dynamisme à l'export ; ce dernier enregistre un repli de -1.9%, imputable essentiellement au secteur viticole.

Le commerce de gros de céréales affiche une progression, en euros courants, significative sur la période (+7.3%). Les cours élevés de la récolte 2012-2013 ont cependant impacté favorablement leurs chiffres d'affaires. Les intempéries et le décalage de récoltes en France, conjuguées à une forte concurrence Russe expliquent la baisse attendue pour 2014 (-8.4%)

La commercialisation de vins de Bordeaux doit faire face à un fléchissement de la demande étrangère (-6.1%) notamment en provenance de l'Asie (Chine essentiellement), le marché français s'étant maintenu à un niveau correct.

Malgré la bonne tenue du négoce de biens domestiques (+4.6%) et celui du matériel agricole (+3.3%), l'évolution des produits industriels est pénalisée par la commercialisation des produits intermédiaires et notamment celle des produits pour l'amélioration de l'habitat, qui suit la tendance du secteur du bâtiment.

Pour 2014, les anticipations des chefs d'entreprise sont défavorables tant sur le marché intérieur qu'à l'export, mais les pronostics sont là aussi affectés par des effets-prix.

**Les marges de 2013 se sont dégradées** pour 40% des entreprises interrogées. Toutefois, les entrepreneurs anticipent globalement un maintien voire une **amélioration** de leur rentabilité **pour 2014**.

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région Aquitaine, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2012-2013-2014). Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête. Et il ne faudrait donc pas perdre de vue que le nombre de défaillances d'entreprises significatives s'est accentué en 2013.

**La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux 2 414 entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.**

### ECHANTILLON

INDUSTRIE	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2012		Taux de couverture en %
		Appréhendés dans l'enquête	Recensés ACOSS	
Industries alimentaires	144	15 697	19 047	82,41%
Equipements électriques et électroniques et autres	80	6 981	11 571	60,33%
Fabrications de matériels de transport	19	15 547	17 495	88,87%
Fabrications d'autres produits industriels (1)	498	36 681	59 346	61,81%
<b>TOTAL</b>	<b>741</b>	<b>74 906</b>	<b>107 459</b>	<b>69,71%</b>
CONSTRUCTION	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2012		Taux de couverture en %
		Appréhendés dans l'enquête	Recensés ACOSS	
Gros œuvre	170	6 909	18 586	37,17%
Second œuvre	339	10 496	40 371	26,00%
Travaux publics	99	9 745	14 785	65,91%
<b>TOTAL</b>	<b>608</b>	<b>27 150</b>	<b>73 742</b>	<b>36,82%</b>
SERVICES MARCHANDS	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2012		Taux de couverture en %
		Appréhendés dans l'enquête	Recensés ACOSS	
Transports Hébergement	311	13 278	43 165	30,76%
Information Communication	59	4 587	14 711	31,18%
Activités Spécialisées	240	14 160	48 096	29,44%
<b>TOTAL</b>	<b>610</b>	<b>32 025</b>	<b>105 972</b>	<b>30,22%</b>
COMMERCE DE GROS	Nombre d'entreprises	Chiffres d'affaires (en millions d'€)		Taux de couverture en %
		Appréhendés dans l'enquête	Recensés INSEE	
<b>TOTAL</b>	<b>455</b>	<b>12 299</b>	<b>21 742</b>	<b>56,57%</b>

### TERMINOLOGIE

#### (1) Industrie : Fabrication d'autres produits industriels

- |  |  |
|--|--|
| 1. Métallurgie et fabrication produits métalliques               | 5. Industrie papier et carton                                    |
| 2. Caoutchouc, plastiques, autres prod. minéraux non métalliques | 6. Travail du bois   |
| 3. Industrie pharmaceutique                                      | 7. Autres industries manufacturières, réparations, installations |
| 4. Industrie chimique  |  |

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».

Retrouvez LA CONJONCTURE EN RÉGION, TENDANCES RÉGIONALES  
sur le site Internet de la Banque de France

[www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr) - Rubrique "Statistiques et enquêtes"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

**0215-poleetudes-ut@banque-france.fr**

en précisant votre nom, la dénomination et l'adresse de votre entreprise.